

Gaza : 800 jours de génocide

Allah est la Lumière des cieux et de la terre. La parabole de Sa Lumière est celle d'une niche où se trouve une lampe ; la lampe est dans un verre, le verre est comme un astre brillant allumé à partir d'un arbre béni, un olivier ni oriental ni occidental, dont l'huile semble éclairer sans que le feu l'ait touchée. Lumière sur lumière.

— Coran, Sourate An-Nûr 24:35

Dans la plus longue et la plus sombre nuit que le monde ait connue depuis 1945, deux millions d'âmes à Gaza sont devenues cette lampe.

Pendant exactement huit cents jours, le ciel au-dessus de Gaza a été rempli de feu. Pendant huit cents nuits, la terre a tremblé sous deux cent mille tonnes d'explosifs. Pendant huit cents matins, des ministres ont répétaient devant les caméras et sans la moindre honte que pas un grain de blé, pas une goutte de médicament, pas un litre de carburant ne serait autorisé à atteindre deux millions d'êtres humains.

Et pourtant la lumière ne s'est pas éteinte.

Un nouveau seuil de souffrance humaine

Dans toute l'ère post-1945, aucune population civile sur Terre n'a subi une combinaison comparable de durée, d'intensité et de privation délibérée que les 2,3 millions de personnes enfermées dans la bande de Gaza entre octobre 2023 et décembre 2025.

- 800 jours consécutifs de siège total ou quasi-total
- Plus de 200 000 tonnes d'explosifs largués (équivalent de quinze bombes de la taille d'Hiroshima)
- 80 % de tous les logements détruits ou gravement endommagés
- Une famine provoquée par l'homme atteignant la phase 5 de l'IPC (catastrophique) dans plusieurs gouvernorats
- La mise en œuvre délibérée et publiquement annoncée de la famine d'une population civile entière comme méthode de guerre
- L'anéantissement quasi-total des systèmes de santé, d'eau, d'assainissement et d'éducation

Selon tous les critères des Nations unies, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Cour pénale internationale, Gaza n'a pas seulement connu une « crise humanitaire ». Elle a été soumise à des conditions qui repoussent les limites mêmes de la survie humaine.

Et pourtant, contre toute attente rationnelle, la grande majorité est encore en vie. Ce seul fait est l'un des miracles les plus silencieux de notre siècle.

Lumière sur lumière

Toutes les prévisions de famine, toutes les simulations de santé publique, toutes les sombres feuilles de calcul du Programme alimentaire mondial et de l'IPC disaient la même chose : à ce niveau de privation calorique, maintenu aussi longtemps, sur une population entière sans système médical et sans eau potable, la mortalité aurait dû atteindre des niveaux catastrophiques, capables de faire s'effondrer une société. Cela ne s'est pas produit. Non pas parce que la souffrance aurait été exagérée – elle était pire que ce que les modèles pouvaient imaginer – mais parce que les modèles n'avaient pas pris en compte un peuple qui a décidé, avec une certitude calme et inébranlable, que son existence même serait la résistance.

- Une mère qui n'a pas mangé depuis quatre jours trouve encore du lait dans son sein pour son nourrisson, transmettant la vie alors que son propre corps se consume.
- Un chirurgien obligé d'amputer la jambe d'un enfant de six ans avec un couteau de cuisine et la torche d'un téléphone portable lui murmure « Tu es courageux, habibi » encore et encore, jusqu'à ce que les sanglots de l'enfant deviennent le seul anesthésiant disponible.
- Vingt inconnus dans une tente se partageant une seule boîte de haricots, chacun prenant une seule cuillère pour que les enfants puissent en avoir deux.
- Un vieil homme à Beit Lahia, après le troisième bombardement de sa maison, plante des graines de tomate dans un cratère d'obus parce que « quelque chose de vert doit pousser ici avant que je meure ».
- Un adolescent qui porte sa grand-mère paralysée sur son dos pendant 14 kilomètres, lui racontant des histoires de la mer qu'elle ne peut plus atteindre, pour qu'elle ne perde pas espoir en chemin.

Ce n'étaient pas des exceptions héroïques. C'était la règle.

Le cadre juridique : trois régimes violés simultanément

Les trois régimes juridiques ci-dessous ont été violés quotidiennement pendant plus de deux ans.

Convention de Genève IV (1949) – Protection des civils en temps de guerre

- Article 23 : Obligation de laisser passer librement vivres, médicaments et vêtements pour les enfants, femmes enceintes et mères – violé dès le 9 octobre 2023.
- Article 55 : Puissance occupante doit assurer vivres et médicaments « dans toute la mesure de ses moyens » – violé en continu, même après les décisions de la CIJ et de la Haute Cour israélienne de 2021 réaffirmant le contrôle effectif sur Gaza.
- Article 56 : Devoir de maintenir les services médicaux et hospitaliers – violé par le ciblage systématique de tous les hôpitaux du nord de Gaza et le refus délibéré de carburant, oxygène et médicaments.

- Article 33 : Interdiction de la punition collective – violé par les déclarations publiques explicites (« siège total », « pas d'électricité, pas de nourriture, pas de carburant ») et la politique soutenue de restriction calorique.

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948)

La Cour internationale de Justice (janvier et mai 2024, juillet 2025 mesures conservatoires ; octobre 2025 avis consultatif) a constaté un « risque plausible » puis un « risque sérieux » de génocide. En décembre 2025, le procureur de la CPI avait demandé des mandats d'arrêt contre Netanyahu et Gallant expressément pour :

- Article II(c) : « Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique » par la famine, la privation d'eau, la destruction de l'assainissement et l'empêchement des soins médicaux.

Parmi les preuves : déclarations au niveau ministériel (« animaux humains », « pas un grain de blé », « effacer Gaza »), maintien prolongé des apports caloriques en dessous du seuil de survie, destruction de tous les moyens de production alimentaire (bateaux de pêche, serres, boulangeries, terres agricoles).

Droit international humanitaire coutumier (Règles 53–56, Étude CICR)

- Règle 53 : L'utilisation de la famine comme méthode de guerre est interdite.
- Règle 54 : Interdiction des attaques contre objets indispensables à la survie (installations d'eau, denrées, zones agricoles, hôpitaux).
- Règle 55 : Les parties doivent permettre et faciliter le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire.

Les conditions réelles : chronique d'une annihilation au ralenti

Ils l'ont appelé « siège total ». Ils l'ont appelé « pression ». Ils ont qualifié les habitants d'« animaux humains » et déclaré sans euphémisme qu'aucun grain de blé ne passerait.

Phase 1 – octobre 2023 à février 2024 : « Siège total »

L'annonce du ministre de la Défense Gallant le 9 octobre a été appliquée à la lettre. Pendant des semaines, zéro camion n'est entré. L'apport calorique est tombé à 300–600 kcal/jour. Les premiers décès documentés par famine ont eu lieu en décembre 2023.

Phase 2 – mars à mai 2025 : Le « blocus total »

Après l'effondrement du cessez-le-feu de janvier, les ministres Smotrich et Ben-Gvir ont imposé une fermeture de tous les passages pendant onze semaines. L'UNRWA a épuisé entièrement ses stocks de farine. Les mères ont dilué le lait infantile avec de l'eau contami-

née. La première fosse commune d'enfants émaciés a été découverte à l'hôpital Kamal Adwan.

Phase 3 – juin à septembre 2025 : Famine déclarée

Phase 5 IPC déclarée dans le gouvernorat de Gaza (août 2025). Perte moyenne de poids de 22 % de la masse corporelle. Les côtes des enfants étaient visibles dans chaque rue. Les largages aériens – seule « aide » autorisée par Israël – ont tué plus de gens qu'ils n'en ont nourris.

Phase 4 – octobre à décembre 2025 : Le cessez-le-feu qui n'en était pas un

L'accord d'octobre 2025 promettait 600 camions par jour. La moyenne réelle fut de 120–180. Le passage de Rafah est resté fermé la plupart des jours. Le manque de carburant a forcé les hôpitaux à choisir quelles couveuses maintenir en marche. En décembre, 100 % de la population restait en phase 3 ou plus de l'IPC.

Le calcul parental

La science de la malnutrition est impitoyable : les enfants de moins de cinq ans sont les plus vulnérables au dépérissement aigu et au retard de croissance irréversible. Les parents de Gaza le savent. Alors ils font la seule chose qui leur reste : ils cessent de manger.

Enquête après enquête (Lancet 2025, UNICEF 2025, surveillance OMS 2024–2025) rapporte le même schéma : 70 à 90 % des adultes sautent entièrement leurs repas pour que leurs enfants aient une bouchée de riz de plus, une gorgée de lait en poudre dilué jusqu'à la transparence. Des mères allaitent alors que leurs côtes saillent, transmettant la malnutrition avant même que l'enfant n'ait pris sa première nourriture solide.

Le résultat est une inversion déchirante : les enfants de Gaza ont, en moyenne, perdu moins de poids que leurs parents, parce que ceux-ci ont choisi de mourir un peu chaque jour pour que leurs enfants vivent un peu plus longtemps.

Le cauchemar médical que personne ne devrait avoir à imaginer

Les chirurgiens de Gaza ont dû pratiquer des milliers d'amputations – souvent sur des enfants – sans anesthésie, sans antidouleurs, parfois avec rien d'autre qu'une torche de téléphone et un scalpel émoussé bouilli dans de l'eau de pluie.

- Une fillette de quatre ans brûlée à 50 % voit sa chair morte raclée tandis qu'elle hurle « Maman » jusqu'à perdre conscience de douleur.
- Un garçon de six ans voit son fémur broyé scié éveillé, serrant la main du chirurgien en chuchotant « Pourquoi ça fait si mal ? ».
- Des adolescentes subissent des césariennes maintenues par leurs proches car il n'y a plus de kétamine.

Chaque médecin ayant travaillé à Gaza depuis 2023 décrit le même cauchemar récurrent : le moment où il comprend qu'il doit inciser un enfant qui hurle en sachant qu'il n'a rien pour atténuer la souffrance. Beaucoup ont cessé de dormir ; certains ont cessé de parler.

Comment sont-ils encore en vie ? Anatomie d'un miracle

Contre toutes les prédictions des modèles de santé publique, Gaza n'a pas encore connu d'effondrement démographique total. Plusieurs facteurs expliquent cette survie improbable :

1. **Solidarité sociale extraordinaire** Les familles mettaient en commun les dernières miettes, les voisins partageaient une boîte de thon entre vingt personnes, des inconnus portaient les personnes âgées sur leur dos lors des marches forcées.
2. **Mécanismes de survie improvisés** On mangeait de la nourriture pour animaux, on faisait bouillir herbes et feuilles, on distillait l'eau de mer avec du bois récupéré dans les maisons détruites, on opérait à la lumière des téléphones.
3. **Refus obstiné de partir** Malgré les ordres d'évacuation couvrant jusqu'à 85 % du territoire à différents moments, la plupart des Gazaouis sont restés – en partie parce qu'il n'y avait nulle part où aller en sécurité, en partie parce que partir signifiait déposition définitive.

Les médecins décrivent souvent la population comme « les morts-vivants » – vivants, mais à peine.

Épilogue : Le verdict écrit dans des corps qui respirent encore

Que deux millions d'êtres humains – enseignants, poètes, tout-petits qui apprenant à marcher, grands-mères ayant survécu à toutes les guerres précédentes – respirent encore le 12 décembre 2025 ne prouve pas que la politique était humaine.

C'est la preuve que certaines formes de résistance humaine sont plus fortes que la machine conçue pour les anéantir.

Ils sont toujours là. Ils sont toujours vivants. Et chaque souffle qu'ils prennent est une accusation.